

Rentrée parlementaire : les priorités du Bloc Québécois et de Kristina Michaud

Ottawa, le 22 novembre 2021 – Lors du caucus présessionnel du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, chef du parti, a détaillé les cinq priorités à court terme de son aile parlementaire en vue de la reprise fort attendue des travaux: le financement des soins de santé, mais aussi la lutte aux changements climatiques, le poids politique du Québec à Ottawa, la langue française et l'abolition des deux classes d'ânés créées par une hausse inique de la pension de vieillesse.

Alors que la nouvelle session parlementaire s'ouvre enfin à Ottawa, près de cinq mois après la fin de la précédente session et quelque deux mois après les élections, la députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia se dit prête à se mettre au travail et aborder les enjeux qui préoccupent les citoyens et citoyennes de sa circonscription. Après son retour de Glasgow où elle a participé à la COP26, la bloquiste se réjouit que son parti fasse de la lutte aux changements climatiques une priorité. Ses collègues joindront leur voix à la sienne afin de convaincre le fédéral qu'aucune solution n'est possible sans plafonner puis réduire la production de pétrole au Canada.

Le parti continuera certainement de mener son combat pour la santé et les aîné-e-s, mais d'autres priorités s'ajoutent. Ceux de la langue et du poids politique du Québec. Après le scandale lié au PDG d'Air Canada qui a fortement fait réagir les Québécois-e-s, le Bloc Québécois reviendra à la charge pour promouvoir, protéger et faire respecter la seule langue officielle et commune de la nation québécoise, le français. Alors que le poids politique du Québec se retrouve menacé par le déclin démographique comme l'a laissé entendre Élections Canada le mois dernier, Mme Michaud et ses collègues défendront sans relâche et sans compromis le poids de la nation québécoise au Parlement canadien afin que le redécoupage électoral prévu en 2023 ne pénalise pas les électeurs et électrices du Québec.

Kristina Michaud entend finalement donner suite à ses engagements « locaux » de la campagne électorale alors que le conseil des ministres est finalement formé et, espérons-le, prêt à travailler sur des dossiers régionaux. « Nous devons certainement talonner le gouvernement afin qu'il mette en place les solutions nécessaires au problème de pénurie de main-d'œuvre qui touche le Québec et notre région. Les enveloppes dédiées aux projets d'infrastructures devront certainement être revues à la hausse afin de doter notre coin de pays de services de qualité », explique la députée qui se dit particulièrement déterminée à faire avancer les dossiers du retour du train en Gaspésie, des quais de Miguasha et de Les Méchins, du complexe aquatique et de l'édifice René-Tremblay à Matane ainsi que du financement de la garde côtière auxiliaire.

-30-

Source :
Pénélope Garon
418-713-9159